

## Communiqué de presse

### CNU 05 (sciences économiques).

#### Encore un mauvais coup porté à la démocratie et au pluralisme !

Le CNU est une instance décisive dans la régulation de la profession d'enseignant-chercheur à l'Université, puisqu'il lui revient en particulier de « qualifier » les candidats, la qualification étant le seul moyen d'accéder à des postes de maître de conférences puis de professeur. Son rôle dans la préservation ou l'extinction du pluralisme des approches, des théories, des concepts et des méthodes est donc absolument décisif.

Comme la plupart des instances qui régulent notre discipline, il est paritaire. Deux tiers de ses membres sont élus, et le tiers restant est nommé par le gouvernement. Ces membres, nommés ou élus, siègent pour quatre ans. Pendant ces quatre années, ils sont donc dépositaires de la délicate tâche d'assurer la dynamique scientifique du champ, sa qualité scientifique, sa diversité, sa vitalité. Cette dimension paritaire et pluraliste, voulue par le législateur, est évidemment essentielle à une bonne circulation des idées, des innovations scientifiques et pédagogiques.

Cela vaut tout particulièrement pour le tiers nommé par le Ministère. Cet acte est certes souverain, mais il ne saurait, en toute logique et en bonne politique, déroger aux sacro-saints principes de la neutralité scientifique du gouvernement, ni au fait qu'il se porte garant des grands équilibres dans chaque champ scientifique. On ne s'attendait donc pas à ce que le Ministère mette tout son poids pour favoriser le camp de son choix !

En effet, dans la section 05 du CNU, qui regroupe en une seule section les différentes manières d'analyser scientifiquement l'économie, le gouvernement a utilisé son droit de nomination pour réduire au maximum le pluralisme. **Les nominations auxquelles il a procédé sont monocolores et, indépendamment de la qualité des uns et des autres, elles s'inscrivent toutes dans une même représentation « standard » de la science économique**, celle-là même qui fut très durement secouée à la suite de son incapacité à prévoir et à comprendre les ressorts des crises financières, sociales, écologiques auxquelles nous sommes confrontés. Une telle partialité n'est pas un bon signal envoyé à notre communauté. Elle ne plaide ni pour le compromis ni pour la mesure, mais fait craindre le retour de l'arrogance chez celles et ceux à qui sont donnés tous les pouvoirs. C'est une faute démocratique.

Le gouvernement ne peut ignorer à quel point cette question est sensible.

Comment pourrait-il avoir déjà oublié que les différents courants des sciences économiques se sont entredéchirés par médias – et ouvrages – interposés suite au veto mis par le prix de la Banque de Suède Jean Tirole à la création d'une nouvelle section CNU dédiée aux approches « institutionnalistes » de l'objet économique (dont la ministre Najat Vallaud Belkacem avait pris la décision) ? La crise des sciences économiques est toujours là, car nous sommes encore un corps scientifique en difficulté face à la complexité de la crise systémique que connaissent nos économies et sociétés. Conscient du caractère délétère du renoncement à cette création de nouvelle section, le gouvernement Valls s'était cependant engagé, avec le président du précédent CNU, à assurer un certain pluralisme, notamment par des nominations diversifiées... ambition qui n'a jamais été complètement atteinte, mais qui avait cependant assuré, le temps d'une mandature, un minimum de diversité, sinon d'équilibre, au sein de la section 05 du CNU.



Or, ces derniers jours, Madame la Ministre Frédérique Vidal, Monsieur le Premier Ministre Édouard Philippe, Monsieur le Président de la République Emmanuel Macron viennent de choisir une voie exactement inverse : aller contre le choix des électeurs et le renverser, éteindre les débats, éteindre le pluralisme, réduire la biodiversité des concepts, idées et théories... Il s'agit au fond de casser le thermomètre scientifique plutôt que de résoudre les maladies du corps social.

C'est non seulement honteux et dramatique pour les sciences économiques, mais c'est aussi mettre en péril, ici comme ailleurs, petit à petit et à bas bruit, ce qui fonde notre démocratie.

Nous ne nous y résignerons pas !

Le jeudi 28 novembre 2019